

Défis de la transition yéménite

« Il faut que gouvernement et opposition travaillent ensemble pour construire la nouvelle société yéménite conformément aux objectifs et aux principes pour lesquels les jeunes ont entrepris leur révolution ».

ENTRETIEN avec *Nadia al Kawkabani* par *Giulia Galluccio*

Nadia al Kawkabani est une des voix les plus intéressantes de la littérature féminine au Yémen. Écrivaine, romancière et intellectuelle, elle est née à Taiz et a étudié architecture à l'Université de Sanaa – où elle enseigne aujourd'hui – et puis à l'Université du Caire (2008), où elle a finit son doctorat sur la relation entre l'architecture et la globalisation. Elle a publié plusieurs récits, dont la collection *Zafrat al-Yasmin (Jasmine Sigh*, 2011), et trois romans dont *Hubb laysa illa (It's just love*, 2006) constitue son premier roman autobiographique. Elle a reçu de nombreux prix littéraires, tant au Yémen qu'en Égypte, parmi lesquels celui des Jeunes écrivains (2001), conféré par le président de la République du Yémen et le plus récent Prix arabe pour les Arts et la Culture (2010).

En ce délicat et difficile moment de transition pour son pays, Nadia al-Kawkabani donne son point de vue, ainsi que son témoignage, à **AFKAR/IDEES**, par rapport aux soulèvements révolutionnaires, à la société civile yéménite, aux dernières élections et aux perspectives de son peuple.

AFKAR/IDEES : *Un peu plus d'un an après l'explosion des protestes populaires dans les rues de Sanaa, et dans autres parts du pays, quelle est votre évaluation des évènements ?*

NADIA AL KAWKABANI : À un an du déclanchement de la révolution dans

les places de la Liberté et du Changement au Yémen, je pense que le pays vient d'entreprendre le bon chemin pour le changement et la construction d'un nouvel État. Au cours de la période passée, tous les secteurs de la société (jeunes, femmes, hommes) ont pris conscience de l'importance de leurs droits et de la nécessité de les acquérir pour pouvoir vivre dans leur pays et jouir de ses richesses. En même temps, cela contribuera à construire un Yémen moderne et un État civil, pour lequel les Yéménites ont fait leur révolution, en condamnant le régime et la corruption qui ont affecté toute la population et ont paralysé tout mouvement pour une longue période qui outrepassa les 33 ans.

A/I : *Pensez-vous que le retrait du président Saleh portera des changements significatifs au sein de la politique intérieure ?*

N.K. : Le retrait de Saleh ne constituera aucun danger pour la société locale yéménite. Tout au contraire : son abandon de la scène politique va mettre fin à son régime corrompu, qui a pillé le pays et exploité ses richesses pour ses intérêts personnels. Tout le monde va jouir des droits, conformément aux lois et à la vraie démocratie, qui bâtiront la route du nouveau Yémen. Le peuple a déjà vécu l'injustice et souffert de la corruption pendant le gouvernement de Saleh. Il veut

maintenant pratiquer la démocratie de la meilleure façon possible. Ce qui est arrivé au cours de l'année dernière, c'est-à-dire une révolution populaire et pacifique des jeunes, va créer un peuple qui n'accepte plus l'injustice, l'esclavage ou l'oppression.

A/I : *Quelle est votre opinion sur les élections présidentielles du 21 février dernier, qui ont prévu un seul candidat ? Pensez-vous que le gouvernement d'Abd Rabu Mansour Hadi sera capable de remporter la sécurité dans le pays et de garantir un procès de transition pacifique en préparant le pays pour des élections compétitives ?*

N.K. : Je suis optimiste à l'égard des élections présidentielles qui ont eu lieu le 21 février, étant donné qu'elles constituent le seul moyen pour mettre fin à l'ancien régime et redresser le chemin du Yémen vers l'avenir et la construction d'un État civil moderne.

Le président actuel, Mansour Hadi, et son gouvernement transitoire, feront face à de grandes difficultés sociales, économiques et de sécurité dues à la détérioration de la situation actuelle du pays. Mais cela est un fait normal. Or, tous les secteurs de la société sont conscients de la nécessité de leur participation active pour faire sortir le Yémen de cette condition négative et surmonter certaines erreurs que le gouvernement actuel

La seule menace du Yémen est la détérioration des services sanitaires et de l'économie

République du Yémen, quelques données

Population (2010)	24 052 514
Population de plus de 60 ans (% du total)	
hommes	4,2
femmes	3,5
Taux d'alphabétisation (entre 15 et 24 ans, 2009)	82
hommes (%)	72
femmes (%)	28,7
PIB per capita (US\$) (2011 est.)	2 500
Croissance du PIB (% , 2011, est)	-2,5
Chômage (% de la population active, 2009)	15
Inflation (% , 2011 est.)	20
Utilisateurs d'internet (pour chaque 100 habitants, 2009)	10,0

Source : The World Bank Group <http://data.worldbank.org/indicator>; UNdata <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Yemen>; UNDP <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/38906.html>; CIA World factbook.

pourrait commettre, mais aussi les perturbations, voire surprises, que pourraient dériver de l'ancien régime et d'autres forces apparues sur la scène yéménite, comme de certains courants religieux et politiques. Certes, le gouvernement de Hadi tentera d'assurer la sécurité et la paix, mais rien n'est garanti à l'ombre de cette situation oscillante et d'insécurité qui demeure dans le pays depuis les deux dernières années.

A/I : Certains membres du Parlement pensent que des élections compétitives, en ce moment particulièrement tendu, pourraient provoquer un conflit similaire à celui de 1994. Êtes-vous d'accord avec eux ?

N.K. : Je ne suis pas du tout d'accord avec eux. La guerre de 1994 était un acte de l'ancien régime du président Saleh qui s'accaparait le pouvoir. Mais le peuple ne l'a compris que plus tard. C'est pour cela que les

Yéménites, représentés par le gouvernement transitoire et le Parlement, trouveront des réponses à tous les problèmes à travers le dialogue et en faisant appel à des solutions civiles et démocratiques, sans le recours aux armes entre les fils d'un seul peuple.

A/I : Pensez-vous qu'il y ait une opposition capable de représenter la voix de la société yéménite et une alternative viable au gouvernement ?

N.K. : Ce n'est pas le moment propice pour des positions unilatérales. Cela veut dire que l'opposition ne doit pas être l'alternative au gouvernement, ni le gouvernement l'alternative à l'opposition. Il est absolument nécessaire que les deux travaillent ensemble et interagissent pour construire à nouveau la société yéménite conformément aux objectifs et aux principes pour lesquels les jeunes ont entrepris leur révolution. Il est aussi important de bénéficier

des erreurs du passé afin de ne pas les répéter, ainsi que de corriger leurs effets négatifs ou d'éliminer les anciennes structures et dynamiques en purifiant la société, tant au niveau des individus que des institutions.

A/I : Considérées les différentes divisions tribales, idéologiques, religieuses et territoriales de la société civile yéménite, pensez-vous qu'il existe un vrai risque de guerre civile ?

N.K. : Le peuple yéménite a déjà surmonté cette phase et a démontré au monde qu'il s'agit d'une société civile, qui n'a pas utilisé des armes, même si chaque maison en possède. Les révolutionnaires, et les tribus qui les ont appuyés, n'ont pas recouru aux armes, même après un an de violences perpétrées par le gouvernement contre eux. La seule menace pour le Yémen est la détérioration des services sanitaires et de l'économie, notamment s'il n'y a pas d'autres moyens pour les sauver et les aider au niveau international.

A/I : Pour ce qui concerne la société civile, quel a été le rôle des femmes et des jeunes pendant les protestes ? Se sont-ils impliqués et sont-ils représentés dans l'arène politique actuelle ? Pensez-vous que leur situation puisse s'améliorer à moyen terme ?

N.K. : En ce qui concerne les femmes et les jeunes, au cours de la période de la révolution, l'on a établi des règles pour leur participation dans la construction du nouveau Yémen et la révolution civile actuelle. L'on a aussi recueilli les

7 Les femmes ont été déçues par les forces politiques, qui ont réduit leur rôle à moins du 2 %

objectifs de la révolution menés par les jeunes, et cristallisé leurs visions à l'égard du futur. Mais il faut de temps pour que pour que le gouvernement puisse appliquer ses objectifs et pour que les jeunes soient capables de les suivre et observer.

En ce qui concerne les femmes, elles ont déjà tenté d'élaborer des règles et des principes afin de pouvoir contribuer à la construction de la société. Cela à travers un document de demande stipulant leur participation aux décisions politiques, constitutionnelles, économiques et sociales, pour un quota pas inférieur au 30 %. Mais les femmes ont été déçues par les forces politiques, qui ont réduit leur rôle à moins de 2 %. Cela veut dire qu'elles ont perdu beaucoup de droits achevés précédemment et qu'elles doivent persister dans leur lutte pour les récupérer.



Nadia al Kawkabani. / IEMED

A/I : *Vous avez écrit beaucoup de livres, dont certains sont centrés sur les rôles et les règles que dérivent tant de la tradition yéménite que de la société. Est-il difficile d'être écrivain et, en particulier, écrivaine au Yémen ?*

N.K. : Oui, il est difficile d'être écrivain au Yémen, mais encore plus difficile d'être femme. La société n'accepte pas la présence de la femme écrivaine et considère que ce qu'elle

écrit s'oppose aux usages, aux traditions ou encore à soi-même, à sa personnalité. Elle est donc traitée par rapport à tout ce qu'elle écrit, qui constitue une expérience personnelle ou de son entourage et cela est considéré un scandale dans la société. C'est pour cette raison que l'on utilise des paroles ambiguës et peu claires ou, encore, que l'on arrête d'écrire. Et c'est pour cela aussi que les femmes ne choisissent pas l'écri-

ture comme profession et n'écrivent plus. On a peu d'exemples de femmes écrivaines : à cause des difficultés de la part de la société, mais aussi des conditions de vie qui ne leurs permettent pas de se consacrer à l'écriture, un domaine qui nécessite temps et efforts.

A/I : *Pensez-vous que les intellectuels jouent un rôle particulier actuellement ?*

N.K. : Malheureusement, les intellectuels ont montré une grande confusion, proche à la contradiction, pendant la révolution. À ce moment là, ils écrivaient sur la corruption, l'injustice, la détérioration du système économique, sociale et politique au Yémen pour trouver des solutions. Mais quand l'occasion s'est présentée, voilà qu'ils se sont divisés entre ceux qui étaient en faveur du changement et

ceux qui s'en opposaient. Ils n'ont donc pas été en mesure d'unir leurs paroles, ni de formuler une vision civilisée afin de construire l'État civil moderne qu'ils ont longtemps réclamé. Ils ont laissé les places de la révolution pour la politique, en prolongeant ainsi le processus de réformes structurelles d'une économie effondrée et d'une politique qui fait face à beaucoup de problèmes. ■